

SCÈNES OUVERTES EN SUISSE ROMANDE

ET SI ON RÉGULAIT LA COCAÏNE, LA MDMA ET LES AMPHÉTAMINES ? UN GUIDE INÉDIT POUR OUVRIR LE DÉBAT, PRÉSENTÉ LORS D'UN WEBINAIRE LE 28 MAI AVEC RUTH DREIFUSS

Communiqué de presse, Lausanne 19 mai 2026

Si la légalisation du cannabis progresse depuis quelques années, la régulation des stimulants comme la cocaïne, la MDMA ou les amphétamines demeure largement tabou. Pourtant, partout dans le monde, les politiques en matière de drogues montrent leurs limites : les niveaux de consommation restent élevés, les trafics prospèrent et alimentent les violences, tandis que les risques sanitaires persistent.

Face à ce constat, plusieurs organisations francophones du champ des addictions en Europe et au Canada publient le guide *Comment réguler les stimulants ? Un guide pratique*. Il sera présenté le 28 mai 2026 à 16h lors d'un webinaire en présence de Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Confédération suisse, membre fondatrice de la Commission globale de politique en matière de drogues.

Fruit d'un travail de la Transform Drug Policy Foundation (Royaume-Uni), et traduit en français par l'AIDQ (Québec), la Féda BXL (Belgique), la Fédération Addiction (France) et le GREAA (Suisse), ce guide propose une réflexion approfondie et pragmatique sur la régulation de substances aujourd'hui prohibées, dans une perspective de santé publique, de réduction des risques, de lutte contre les marchés criminels et de défense des droits humains.

FACE À L'ÉCHEC DE LA PROHIBITION, OUVRIR LE DÉBAT

Dans tous les pays, les constats convergent : malgré des décennies de politiques répressives, la production, la consommation et les marchés illégaux de drogues continuent de croître. Non seulement la prohibition n'atteint pas ses objectifs, mais elle engendre des conséquences négatives majeures telles que le renforcement de la criminalité organisée et l'aggravation des risques sanitaires.

Dans ce contexte, les organisations partenaires souhaitent ouvrir un espace de réflexion et de débat dans l'espace francophone autour de la régulation des stimulants. L'enjeu n'est pas de promouvoir l'usage de ces substances mais d'interroger les alternatives possibles face à une politique en échec : comment mieux protéger la santé publique, réduire les risques et reprendre le contrôle sur des marchés aujourd'hui laissés aux réseaux criminels ?

LA RÉGULATION : UNE PISTE SÉRIEUSE, ENCORE PEU EXPLORÉE

Le guide propose d'examiner concrètement ce que pourrait être une régulation adaptée à chaque substance en s'appuyant sur des principes de santé publique, de droits humains et de justice sociale. Il souligne notamment que, face à des marchés déjà existants, la question n'est pas de savoir s'ils existent, mais qui les contrôle : les pouvoirs publics ou le crime organisé.

Loin d'une approche idéologique, l'ouvrage détaille différents modèles de régulation et leurs implications pratiques, en tenant compte des risques spécifiques liés à chaque produit et des usages réels.

UN WEBINAIRE POUR PRÉSENTER ET DISCUTER CES PROPOSITIONS

À l'occasion de cette publication, un webinaire réunira expert·es et acteur·rices de terrain de plusieurs pays autour de deux axes :

- Présentation du guide et de ses principaux enseignements
- Discussion des modèles de régulation proposés pour la cocaïne, la MDMA et les amphétamines

La session se déroulera le 28 mai 2026 en présence de Ruth Dreifuss, dont la préface souligne l'urgence de réformer les politiques actuelles et de placer la santé, les droits humains et la sécurité au cœur des réponses publiques.

[**Vers les détails et l'inscription**](#)

UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE AU DÉBAT FRANCOPHONE

En réunissant des organisations de référence issues de plusieurs pays, cette initiative vise à faire émerger un débat informé, nuancé et fondé sur les données probantes.

Face à des enjeux sanitaires, sociaux et politiques majeurs, ce guide se veut un outil pour penser autrement les politiques des drogues et imaginer des réponses plus efficaces, plus justes et plus humaines.

[**Vers le guide**](#)

Contact : Romain Bach, co-secrétaire général du GREA, +41 76 431 82 84

À PROPOS DES ORGANISATIONS PARTENAIRES

AIDQ (Association des intervenants en dépendance du Québec) : L'AIDQ est une association québécoise qui rassemble les professionnel·le·s du champ des dépendances et œuvre au développement des pratiques en prévention, réduction des risques, traitement et réinsertion sociale.

Féda bxl (Fédération bruxelloise des institutions spécialisées en matière de drogues et addictions) : La féda bxl regroupe des institutions actives dans l'information, la prévention, les soins et la réduction des risques, et porte un plaidoyer en faveur d'une évolution des politiques des drogues.

Fédération Addiction (France) : La Fédération Addiction est le principal réseau français d'addictologie, réunissant des centaines de structures et professionnel·le·s engagés dans le soin, la prévention et la réduction des risques.

GREA (Groupement romand d'études des addictions) : Le GREA est l'association interprofessionnelle suisse romande des addictions, qui s'engage pour le bien-vivre ensemble et les droits humains. Le GREA promeut le partage des savoirs et des réflexions, la recherche et les formations, la diversité des approches ou expériences et la diffusion de connaissances.

Transform Drug Policy Foundation : *Transform* est une organisation indépendante basée au Royaume-Uni qui œuvre, à l'échelle nationale et internationale, pour une régulation plus juste et efficace des drogues afin de favoriser des sociétés plus sûres et en meilleure santé. Elle informe le public et les décideurs, propose des modèles de régulation légale et soutient des réformes concrètes pour réduire les risques et sauver des vies.

Commission globale de politique en matière de drogues : La Commission globale réunit vingt-sept personnalités de premier plan - dont d'anciens chefs d'État, des dirigeants d'organisations internationales et d'autres figures publiques influentes - qui plaident depuis 2011 pour des réformes des politiques en matière de drogues fondées sur les données scientifiques, la science et les droits humains. Elle promeut des approches qui donnent la priorité à la santé publique, à la sécurité et à la justice sociale.

